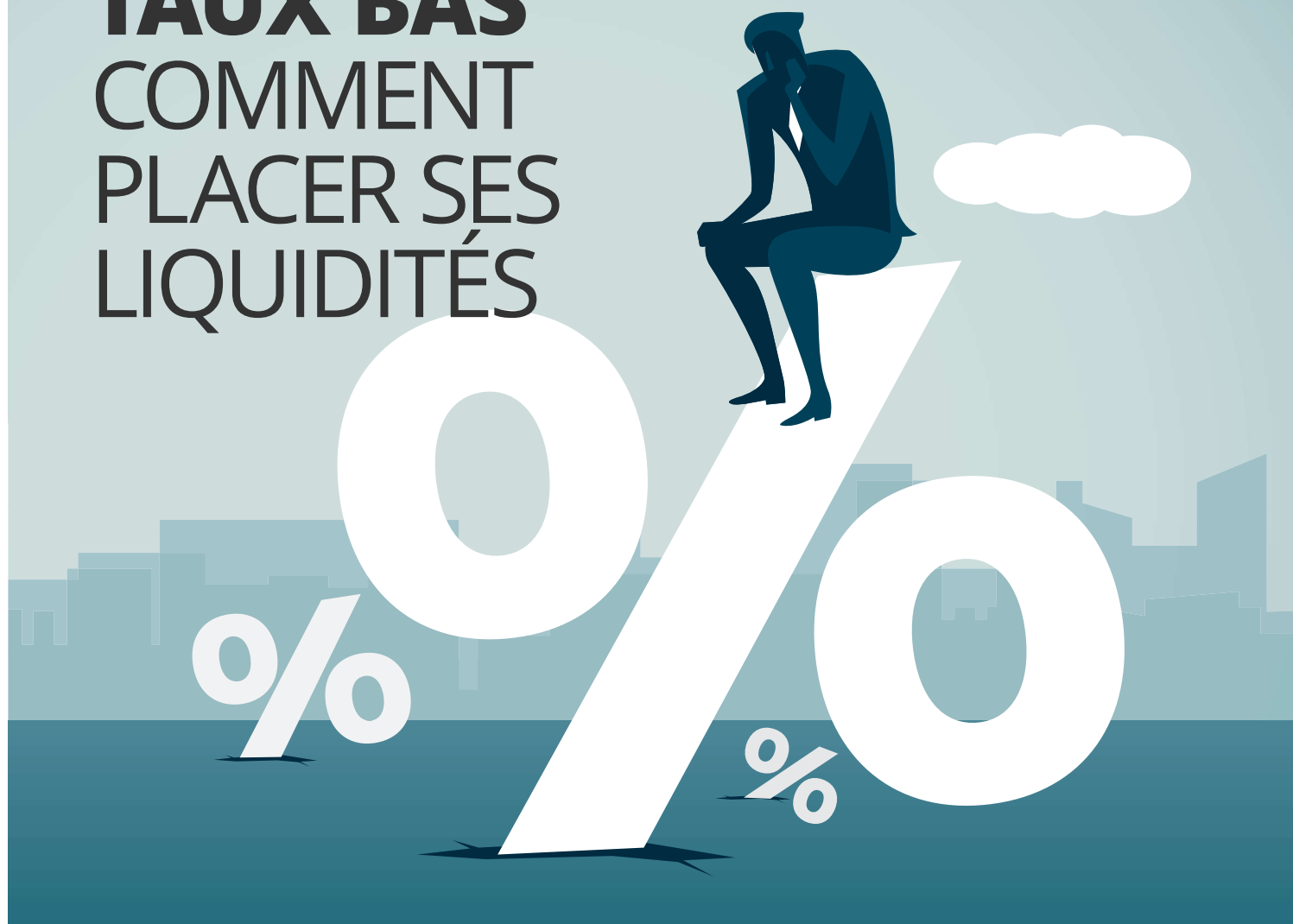


à la une

TAUX BAS COMMENT PLACER SES LIQUIDITÉS



Difficile de gérer son épargne liquide dans un contexte de taux historiquement bas. L'épargnant doit raisonner différemment s'il veut encore faire fructifier ses dépôts.

Signe du vieillissement de la population ? Manifestation de la faible culture financière de nos compatriotes ? Manque de confiance dans l'avenir ? Simple procrastination ? Quelle qu'en soit la raison, l'épargne sans risque des Français n'a jamais été aussi importante, pour ne pas dire surabondante. Les chiffres, tirés des statistiques de la Banque de France sur les placements des ménages aux troisième et quatrième trimestres 2019, donnent le vertige : plus de 600 milliards d'euros dormaient sur les comptes courants fin 2019. « On observe une augmentation sans précédent des sommes placées en dépôts bancaires à vue », note la Banque de France. On peut ajouter à cette somme plus de 1.000 mil-

liards de dépôts bancaires rémunérés (PEL, livrets réglementés et imposables inclus). Le tout représente la bagatelle d'une année de consommation des ménages !

TAUX SOUS L'INFLATION

Toujours d'après la même institution, ces dépôts rapportaient 0,82% en moyenne à fin 2019, avant impôt et prélèvements sociaux. Soit moins que l'inflation annuelle de l'Insee (1,1%). Ces chiffres ont-ils fait réagir ? Pas sûr : les Français ont encore déposé 4,54 milliards d'euros sur leurs livrets A et de développement durable et solidaire (LDDS) au mois de janvier, selon la Caisse des Dépôts.



Et pourtant, le couperet est tombé. La baisse du taux du Livret A à 0,50% - son taux plancher prévu par la nouvelle formule de calcul - est entrée en vigueur le 1^{er} février dernier. Ce qui en fait son plus bas niveau de rémunération en un peu plus de deux siècles d'existence.

Une situation qui est en profond décalage avec les espérances de rendement des Français. D'après la 3^{ème} édition du Baromètre de l'épargne et de l'investissement, une enquête annuelle réalisée pour l'Autorité des marchés financiers (AMF) à l'automne 2019, le rendement d'un placement sans risque est considéré comme satisfaisant lorsqu'il atteint 3,3%, dont 2,7% pour les 65-74 ans et 4,1% pour les moins de 35 ans ! Ces résultats ne sont pas très surprenants quand on sait, toujours d'après la même enquête, que seulement 37% des répondants connaissaient le taux du Livret A en vigueur en septembre-octobre dernier. 34% avouaient ne pas savoir et 29% ont mal répondu à la question ! Preuve qu'il y a encore beaucoup de pédagogie à faire sur ces questions.

Le Livret A rapporte donc six fois moins que ce qu'en attendent les Français. Et même s'il continue de protéger l'épargne d'une perte sèche, il rémunère les dépôts deux fois moins que la hausse du coût de la vie.

À CHACUN SON BESOIN

Voilà pour le constat. Il faut ensuite en tirer les conséquences en agissant. Premier levier à actionner, l'allocation de son épargne. D'abord en évitant de laisser trop d'argent

sommeiller sur son compte courant. Quelle part consacrer à l'épargne de précaution ? 5.000 euros par personne ? 10.000 ? L'équivalent d'un ou trois mois de revenus du travail ? Il n'y pas de réponse toute faite. Les facteurs psychologiques sont bien évidemment à prendre en considération. Le sentiment de sécurité n'est pas éprouvé de la même façon par tous. Certains ont besoin de remplir leur Livret A au plafond, même si ce comportement est à rebours de la rationalité économique ; d'autres, pas. Le niveau des revenus entre également en ligne de compte : si ceux-ci permettent d'absorber très confortablement les dépenses contraintes comme celles dévolues aux loisirs et aux sorties, la constitution d'une épargne de précaution n'est peut-être pas primordiale. Si celle-ci est surdimensionnée au regard du besoin réel, l'enjeu consistera à la faire dégonfler en la réalouant à des placements plus longs. Autre paramètre à prendre en considération : la récurrence de la rémunération. Si celle-ci est erratique, avec une part variable conséquence, mettre de côté

« Le Livret A rapporte six fois moins que ce qu'en attendent les Français ».



lors des mois forts n'est probablement pas superflu. On ne peut pas non plus faire abstraction du niveau de protection sociale : lorsqu'on a souscrit des garanties de prévoyance en complément des cotisations obligatoires

de Sécurité sociale, l'assurance de percevoir des revenus de substitution atténue la nécessité d'abonder son épargne de précaution.

ALTERNATIVES CLASSIQUES DÉCEVANTES

Seule certitude, celle-ci ne rapporte plus rien. Quelle alternative au Livret A privilégier ? Force est de constater qu'il n'existe pas de plan B enthousiasmant du côté de l'épargne bancaire. Le livret de développement durable et solidaire (LDDS) ? Son taux est identique à celui du Livret A (0,50% désormais). Le Livret d'épargne populaire (LEP) rapporte le double (soit 1%, contre 1,25% jusqu'au 31 janvier dernier), mais n'est accessible que sous conditions de ressources, soit 19.977 euros de revenus fiscal maximum pour une personne seule. Le Livret jeune bénéficie d'une rémunération librement fixée par les banques, sans pouvoir être inférieure à celle du Livret A. Résultat, les taux les plus élevés vont jusqu'à 2,50%. Malheureusement, le plafond de ce livret réservé aux 12-25 ans est limité à 1.600 euros de versements. Enfin, le compte épargne logement (CEL), dont la liquidité n'est pas contrainte - contrairement au PEL -,

La liste des contrats d'assurance-vie permettant d'investir 100% sur un fonds euros se réduit



affiche une rémunération brute de 0,25% avant prélèvements sociaux et fiscaux. L'épargne réglementée ne permet donc plus de protéger ses avoirs de l'inflation. Et l'épargne contractuelle proposée par les banques ne fait pas mieux, c'est un euphémisme. Les livrets ordinaires soumis à l'impôt rapportent souvent moins de 0,10%, avant impôt et prélèvements sociaux, soit un niveau proche du taux zéro net de fiscalité !

En moyenne, leur taux de rémunération n'est plus que de 0,16% à fin 2019 contre 0,26% un an plus tôt. Et les rares offres promotionnelles proposées pour appâter l'épargnant (taux boosté à 2% pendant 2 ou 3 mois) ne font que limiter la casse : dans le meilleur des cas, et déduction faite de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux, les intérêts servis compensent tout juste l'inflation, seulement la première année ! Le seul avantage est peut-être de pouvoir y déposer jusqu'à plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions d'euros selon la banque.

LA PISTE DU FONDS EUROS ?

Dernière solution, le fonds euros d'un contrat d'assurance vie, dont le rendement devrait atteindre en moyenne 1,40% avant fiscalité en 2019, contre 1,80% en 2018. Certes, la disponibilité des fonds ne sera pas immédiate, avec un délai d'attente d'au mieux quelques jours pour disposer de ses fonds après un rachat. Mais la rentabilité permet, pour les meilleurs contrats, de protéger son capital de l'inflation. En tout cas actuellement, sachant que les rendements sont appelés à baisser. Les produits les plus modernes permettent même d'accéder à deux, voire trois

fonds euros. À côté du fonds euros classique, composé massivement d'obligations d'État ou assimilées, il existe des fonds euros de nouvelle génération, plus diversifiés, dans lesquels les assureurs logent davantage d'actions et/ou d'immobilier ou encore des produits structurés. Ces produits sont globalement plus performants avec jusqu'à 3,15% de rendement net de frais en 2019. Revers de la médaille : ces fonds euros sont parfois volatils (s'ils sont investis sur les marchés actions) et dans presque tous les cas assortis de restrictions d'accès, que ce soit en montant ou en pourcentage de versements devant être investis sur des supports non garantis. Certaines compagnies vont jusqu'à refuser les souscriptions à 100% en fonds en euros. Autre alternative, des paniers de supports à faible volatilité qui font office de support d'attente pour celles et ceux souhaitant ne pas investir un versement important en une seule fois. Dans ce contexte, la question fondamentale consistera, avec l'aide de son conseiller, de répartir son épargne en se demandant combien de temps dispose-t-on pour placer son argent. Ce qui pose la question du ou des objectifs du projet d'accumulation d'épargne du souscripteur. Dans ce cadre, l'épargne de précaution doit rester très liquide, le Livret A peut faire l'affaire pour faire face aux imprévus du quotidien, sans tomber dans l'excès d'une épargne disponible à tout moment en surabondance. Ajuster ainsi l'épargne de court terme au strict nécessaire permet de libérer des marges de manœuvre pour les projets à moyen ou long terme, dans des placements diversifiés plus rémunérateurs. ■